

## B. LUNDI

**On s'abonne :**  
 BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62 ;  
 PROVINCES, dans tous les bureaux de poste ;  
 PARIS, HAVAS, rue 1-1, Roussseau 51 ;  
 ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),  
 Haasenstein et Vogler ;  
 LONDRES, Cowie and son, 2, St-Anne's lane ; Dolley,  
 Davies et Co, 24, Finch Lane, Cornhill ; Cecil St.,  
 Strand ; Smith and son, 186, Strand ; Maurice, 13,  
 Tavistock Row ; Aug. Siegle, 10, Leadenhall street.  
 AMSTERDAM, B. Eisenbrahl, libraire ;  
 LA HAYE, Belinfante frères, libraires ;  
 ROTTERDAM, M. Nijch et Van Dittmar, libraires  
 LUXEMBOURG, au bureau de poste ;  
 ROME, Merle, libraire, place Colonna ;  
 GENÈVE, Crivelloni, place de la Poste, 21 ;  
 FLORENCE, Vieusseux, cabinet littéraire ;  
 NAPLES, Dedon et Rocholl ;  
 MADRID, Alphonse Duran, Bailly Baillière ;  
 CONSTANTINOPLE, Christian Roth, libraire ;  
 SVVANE, Decipris et Co, libraires.

## L'INDÉPENDANCE

Belgique : un numéro 20 centimes.

**PRIX**  
 Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année.  
 Province, 43 fr. »  
 La France, 21 fr. » payable  
 Allemagne, 48 fr. » d'avance  
 Angleterre, 42 fr. »  
 Autres pays, 42 fr. par trim., port en sus.

**D'ABONNEMENT.**  
 Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre  
 à vue sur Bruxelles.  
 Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

BELGE.

Edition du matin

Observatoire Royal.

4<sup>re</sup> août, à midi.29<sup>e</sup> jour de la lune.

BAROMÈTRE observé.	759 mm 11
Thermomètre centig. du barom.	18° 3
Thermomètre centig. de l'air.	18° 2
Id. maximum depuis hier midi.	18° 6
Id. minimum depuis hier midi.	12° 3
EAU LOMBÉE.	2 mm 00
VENT.	0/0 50
SOLEIL, lever.	3 h. 52 m.
Id. coucher.	8 h. 45 m.
LUNE, lever.	1 h. 41 m.
Id. coucher.	soir. 4 h. 18 m.

## REVUE POLITIQUE.

Nous n'avons pas trop à regretter, paraît-il, de n'avoir rien promis à l'analyse qui nous a été transmise hier, d'après le *Daily News*, d'une dépêche de M. le comte d'Alvensleben relative à la prochaine entrevue de Berlin. Cette dépêche est déclarée apocryphe par plusieurs journaux de Vienne et notamment par la *Nouvelle Presse*. Ce journal fait remarquer qu'il ne peut y avoir lieu, avant l'entrevue, à une communication diplomatique de la part d'une des puissances.

Peut-être bien s'agit-il d'un extrait des instructions que la chancellerie autrichienne a probablement adressées aux représentants de l'empire à l'étranger, pour leur usage personnel, c'est-à-dire pour leur indiquer, comme ils le font, le langage à tenir dans leurs conversations soit avec les membres des gouvernements après lesquels ils sont accredités, soit avec leurs collègues du corps diplomatique.

Quoi qu'il en soit, nous reproduisons plus loin la traduction, fort intelligente cette fois, de la dépêche publiée par le *Daily News*. A défaut de l'authenticité qu'on lui conteste, elle a du moins le mérite de nous renseigner sur les vrais intérêts politiques de l'Autriche-Hongrie et de l'Europe tout entière. Telles que ces déclarations sont présentées, elles réprouveraient en grande partie à des inquiétudes manifestes par l'Angleterre relativement aux intentions des trois souverains à l'égard de la question d'Orient, et auraient pour but aussi bien de rassurer le gouvernement britannique à ce sujet que de donner au gouvernement de la république française les témoignages de sympathie que nous avons signalés hier.

L'invalide russe nous apporte la première manifestation personnelle d'un des trois souverains qui vont se rencontrer à Berlin, sur le but de l'entrevue. L'empereur Alexandre, à son passage dans le pays des Cosaques du Don, a répondu à une députation qui était venue le saluer qu'il n'y avait rien à craindre dans le présent pour le maintien de la paix, que pour mieux le assurer, il allait entreprendre un voyage à l'étranger, dont il espérait les meilleurs résultats pour la Russie.

On nous écrit de Paris que les représentants de la droite n'ont pas trouvé de leur goût toutes les explications données par M. de Rémusat à la commission de permanence. Il est question, dans quelques-uns de leurs journaux, d'une démarche qu'ils projetteraient de faire auprès de M. Thiers, à Bruxelles. Cette nouvelle démonstration des bons offices à leur égard, évidemment le même succès que celui du 20 juin. On doit se faire bien de l'illusion là-dessus parmi les meneurs de la droite, mais la main de s'agiter, quand tout le monde se tient tranquille, est si grande chez eux qu'elle pourrait bien encore les entraîner à cette nouvelle sottise.

Parmi les questions constitutionnelles remises sur le tapis, dans ces derniers temps, on a beaucoup insisté, du côté de la droite, sur celle de la nomination d'un vice-président de la république. La *Liberté* assure que M. Thiers ne répugne aucunement à la création de ce nouveau rouage gouvernemental. « Si s'est montré, dit-elle, hostile à cette idée lorsqu'elle a été émise pour la première fois, il y a quelques mois, c'est à cette époque que le travail parlementaire n'était que des relations avec la Chambre, à la considération comme un acte de défiance. » Nous laissons naturellement à la famille parisienne l'enfère responsabilité de cette information.

Le *Journal de Genève* donne quelques renseignements sur l'état des travaux de la conférence arbitrale à laquelle les États-Unis et l'Angleterre ont remis le jugement des *Alabama Claims*. Le chiffre des indemnités pour les vaisseaux détruits aurait déjà été fixé. Il resterait à statuer encore sur diverses réclamations de détail, et la dernière discussion grave porterait sur la question de savoir si l'Angleterre aura des intérêts à payer pour les sommes allouées, de quelle date il faudra les calculer, et quel en sera le taux.

La crise ministérielle en Bavière, que notre correspondant de Munich nous signale hier, menace d'assombrir quelque peu l'état des fêtes de Berlin. Le roi de Bavière n'est pas content de se confiner dans ses retraites des Alpes, au passage de l'empereur Guillaume sur son territoire, il s'est également abstenu de rencontrer le prince royal, commandant en chef de l'armée des États du midi, lors de sa tournée d'inspection dans ses États. Le prince Frédéric Guillaume a eu beau crier : « Vive le roi Louis de Bavière », les ovations continuèrent, dont il a été l'objet de la part de la capitale, au moins de l'honneur au jeune roi qui, après avoir, le premier, proposé d'offrir au roi Guillaume le ti-

tre d'empereur allemand, paraît difficilement supporter l'empire.

D'autre part, le ministre Lutz, battu en brèche par la cour et le clergé, a en vain porté, l'autre jour, la santé du Pape, en déclarant que « les voies de l'Etat et de l'Eglise ne devaient jamais se séparer » ; le jour même où il prononçait ces paroles qui pouvaient paraître une avance faite aux ultramontains, sa perte était résolue. Notre correspondant de Munich nous apprend que M. Lutz a été forcé de donner sa démission, et que tous ses collègues, à l'exception du ministre de la guerre, l'ont suivi dans sa retraite.

Les successeurs des ministres démissionnaires, MM. de Lerchenfeld, de Gasser, de Lobkowitz, de Niethammer, sont des réactionnaires et des ultramontains de la plus belle eau. L'existence d'un cabinet composé de pareils éléments ressemble fort à un défi jeté à l'unité allemande en même temps qu'aux sentiments libéraux des populations bavaroises.

Un télégramme de Constantinople annonce que le ministre de la justice vient de donner sa démission.

La Sublime Porte a reçu du gouvernement serbe la notification de l'avènement du prince Milan. Le grand vizir a répondu par une lettre de félicitations.

## RAPPORTS DES CHAMBRES DE COMMERCE ANVERS.

Nous avons publié, dans un de nos derniers numéros, un extrait du rapport de la chambre de commerce d'Anvers, exposant ce que cette chambre croit nécessaire pour conserver à la métropole commerciale la prospérité qui a marqué l'année 1871. Il nous reste à entrer dans quelques détails pour montrer quel degré d'activité les affaires ont atteint pendant toute cette année.

Parlons d'abord du mouvement maritime. Quelques chiffres en préciseront l'importance. Ainsi, en 1870, 4,122 navires jaugeant 1,386,833 tonneaux étaient entrés dans le port ; en 1871, on en a compté 3,164, jaugeant 1,824,115 tonneaux. Le résultat s'établit par une différence de 800,000 tonneaux et de plus de mille navires, et il constitue un fait de la plus haute importance, car bien que dû à des circonstances exceptionnelles, il n'en aura pas moins pour effet d'accroître les relations d'Anvers avec le commerce du monde entier.

Les pages consacrées par le rapport de la chambre de commerce aux importations sont très-intéressantes. Elles contiennent, entre autres, des renseignements curieux sur les opérations auxquelles ont donné lieu les céréales. Leur importation a été vraiment colossale. Nous n'en pouvons mieux faire ressortir l'importance qu'en la comparant à celle de l'année 1870, où elle avait atteint un chiffre inconnu jusqu'alors. Or, on a importé en 1871 trois fois autant de froment, quatre fois autant de seigle et le double d'orge et d'avoine.

La spéculation n'était pas étrangère à ce mouvement, mais les besoins étaient si sérieux et si grands qu'il n'y eut de déception qu'en ce qui regarde l'avoine. Le froment, le seigle et l'orge donnèrent lieu à de brillantes opérations.

Ce n'est pas seulement dans les grains que le commerce anversois fit de belles affaires. Il prit encore pour bases de fortes transactions les cacao, les cafés, les cotons, les cuirs, l'extrait de viande, les laines et les sucrés, et pour chacun de ces articles, il y eut de réalisés les bénéfices les plus rémunérateurs. La cause première de ces bénéfices était, il est vrai, dans l'état tourmenté de la France à cette époque, et cette cause a disparu. Mais il en est une autre moins éphémère, et dont il importe de tenir compte. Des relations se sont établies entre Anvers et l'Alsace-Lorraine. Or, elles ont un avenir, au moins de plusieurs années, et l'on peut être certain qu'Anvers mettra le temps à profit.

Les exportations se sont, approximativement, élevées pour les marchandises déclarées au poids, à 320,670,213 kilogrammes. Ce chiffre présente une diminution de près de 50 millions de kilogrammes sur celui de 1870, et de 82 millions de kilogrammes sur celui de 1869.

Les exportations déclarées à la valeur dépassent d'un million et demi de francs celles de 1870, et de quatre millions et demi celles de 1869.

Voici quelques renseignements sur le mouvement du transit.

Le transit direct, c'est-à-dire celui des marchandises qui traversent le pays sans être entreposées ou déclarées en consommation, présente une augmentation de poids d'environ soixante millions de kilogrammes.

Le transit indirect, ou celui des marchandises réexportées après avoir passé par l'entrepôt, est de 107 millions de kilogrammes plus élevé que celui de 1870.

Par contre, il y a une diminution de 15 millions de kilogrammes sur la marchandise importée en franchise de droits et réexportée sous forme de produit. Enfin il y a une augmentation de 11 millions de kilogrammes sur les marchandises exemptes de droits d'entrée déclarées en consommation, mais ultérieurement réexportées.

Il nous reste à parler des phases qu'ont traversées les diverses industries du ressort de la chambre de commerce.

Leurs raffineries de sucre d'Anvers voient leurs débouchés se réduire à l'Angleterre, pour les sucres en pains, à l'Italie, pour les pilés, à la France, pour les candies.

Aussi voient-elles avec appréhension l'Italie ériger des fabriques et des raffineries de sucre, depuis l'expiration de son traité avec la France, et l'Angleterre prendre une attitude réservée, qui pourrait se traduire par un refus pur et simple, de prendre part à une nouvelle convention internationale. Lorsque celle de 1864 viendra à expirer.

Cette question de la législation internationale des sucres préoccupe vivement les intéressés.

Les rizeries sont en bonne situation, et les cinq établissements existant à Anvers ont trouvé de faciles débouchés. Même succès pour les amidonniers, dont les produits sont de plus en plus appréciés.

La distillerie est dans une période de calme : la brasserie reste à peu près stationnaire. Les fabriques de cigares ont eu à souffrir de la grève de leurs ouvriers et ne sont pas entièrement remises du trouble qu'elle leur a causé.

Borgerhout et Durne sont en passe d'avoir une rizerie. Leurs autres établissements prospèrent. Wyngem a une importante distillerie, des brasseries et un moulin à farine qui font d'excellentes affaires. Berchem raffine le pétrole. Schooten fabrique du sucre. Mersman a en pleine activité une distillerie, deux brasseries, un lavoir de laine, une fabrique de soufre, un entrepôt d'huile de pétrole, une fabrique de vernis, un moulin à vapeur, un atelier de construction d'ouvrages en fer, quatre forges, deux charbonnières, un moulin à vent et un atelier et chantier de croûteage pour billes de chemin de fer. Contich a mis en œuvre une distillerie de genièvre. Boom et ses environs sont dans une situation prospère. La céramique y est florissante, et il en est de même à Heemixem. Lillo fait ses broderies sur tulle et Malines voit se développer toutes ses industries. Les papeteries de Willebroeck, enfin, marchent à l'aise.

En somme, excellente situation.

Nous avons, dans notre premier article, fait connaître ce que réclame en général la chambre de commerce d'Anvers. Dans les vœux qui terminent son rapport, nous la voyons demander avec instance la suppression des entraves douanières ; le maintien de la bonne navigabilité de l'Escaut ; la responsabilité des chemins de fer de l'Etat en ce qui concerne le transport de certaines marchandises ; la restitution des droits d'importation sur les matériaux servant à la construction, au grément et à l'armement des navires ; l'achèvement du canal de Turnhout à Anvers par Suint-Job-in-t-Goor, le raccordement de ce

tableau où Marie Touchet, qui tient entre ses bras l'enfant au maillot qui sera plus tard Charles d'Angoulême et qui se penche pour voir entrer monsieur son père, le roi Charles IX, arrêté dans une pièce voisine. Il n'y a pas d'anachronismes de costumes ni d'accessoires, mais l'esprit du temps n'est pas là.

L'influence de Leys commence à s'affaiblir. Ce n'est pas un mal. Le grand talent du peintre anversois était tout individuel ; on ne pouvait se séparer en cherchant à suivre sa trace. Si les imitateurs s'étaient bornés à lui emprunter son système ; s'ils avaient puisé aux mêmes sources que lui pour réunir les éléments archéologiques de leurs compositions ; qu'ils eussent combinés diversement les œuvres de chacun d'eux auraient pu conserver quelque apparence d'originalité. Ils trouveront plus simple de s'approprier ce qui avait pris lui-même aux maîtres flamands et allemands des quinzième et seizième siècles, sans dissimuler comme lui leurs emprunts au moyen d'un travail d'assimilation.

En le prenant pour inspirateur et pour guide, ils n'ont fait que des pastiches de seconde main. On a pu craindre un moment que cette fièvre d'imitation ne gagnât tous les peintres de l'école d'Anvers. La tentation était forte pour ceux qui n'avaient pas d'originalité naturelle. Leys avait perdu le goût de ce genre un moment en faveur, les peintres ont bien été forcés de quitter une route qui n'aboutissait plus à la fortune. Les anciens disciples, sans cesser de traiter des sujets de l'époque favorite, le moyen-âge, disaient-ils, bien qu'il s'agit du seizième siècle, suivent un peu plus du leur dans des œuvres qui ne devaient point passer sous les yeux du maître et flatter son amour-propre d'initiateur, car les maîtres ont la vanité de se continuer dans leurs élèves, comme les pères ont celle de revivre dans leurs enfants. Le groupe d'imitateurs de Leys, qu'on vit grossir naguère d'une manière inquiétante, s'est dispersé. Il n'est resté que tout juste assez pour conserver le souvenir de l'une des phases de l'histoire de l'art belge contemporain.

canal à celui qui existe entre le Moerdyk et Breda, de nouvelles installations pour les établissements maritimes. Elle demande, enfin, que le gouvernement examine s'il n'y a pas lieu d'organiser le prêt sur navire en prenant pour base les dispositions de la loi anglaise sur le mort-gage.

## On écrit de Bruxelles au Journal de Gand :

« On a annoncé que le retour de M. le ministre de la guerre amènerait la réunion convoquée de la grande commission militaire. Celle-ci ne se réunira pas avant le mois de novembre, mais la sous-commission chargée d'élaborer le projet de loi sur le service personnel poursuit activement ses travaux. On a rapporté que le général Godeffroy, ministre de la guerre, a été nommé par le prince de Saxe à la présidence du conseil de la commission militaire se séparant après avoir délégué quelques-uns de ses membres pour prendre des renseignements sur les projets des autres nations. Ce sont les derniers éléments de cette vaste enquête que M. le ministre de la guerre est allé recueillir pendant le séjour de près de trois mois qu'il vient de faire à l'étranger, et spécialement en Prusse. Dès son retour, il a réuni les membres de la sous-commission à laquelle il a soumis le résultat de ses études ; la sous-commission coordonnera les innombrables matériaux qui lui ont été communiqués et prépare un projet sur lequel la commission tout entière aura à délibérer aussitôt l'ouverture des Chambres. La commission comprend plusieurs membres civils appartenant à la Chambre et au Sénat. Pour la facilité de ces membres les dernières réunions se feront au mois de novembre pendant la session législative.

Le retour du général Guillaume devait avoir lieu que le 20 août ; il a eu lieu quelques jours plus tard, parce que M. le ministre a été rappelé par ses collègues.

« Je n'ai point de renseignements sur les motifs qui les ont engagés à faire revenir précipitamment le ministre de la guerre. Tout ce que je sais, c'est que le lendemain de l'arrivée de M. le général Guillaume, les ministres se sont réunis en conseil de cabinet ; leur séance a duré plusieurs heures ; la question militaire a été longuement agitée et des résolutions importantes ont été prises. Un journaliste, qui a l'habitude du cabinet, disait quelques jours après, que toutes les difficultés étaient aplanies et que le cabinet avait trouvé le moyen de satisfaire M. le ministre de la guerre, sans toucher aux bases de la loi militaire. C'est ce que nous verrons plus tard. »

Le *Moniteur* ne publie pas encore ce matin l'arrêté de nomination du collège des bourgmestre et échevins de la ville de Namur, mais nous y trouvons celui qui concerne Bruges. Son nom est dans le chef-lieu de la Flandre occidentale : bourgmestre, M. Boyaval ; échevins, MM. De Buschère, Peesteen, Jooris et Fernau.

M. Ch. Hammerlath, échevin de la commune de Laeken, se désiste de toute candidature pour le scrutin de ballottage fixé au 3 septembre.

M. Prosper Van Santen renonce également à toute candidature pour le même scrutin de ballottage.

## Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistoriques.

Après les laborieux débats qui ont eu lieu au congrès de Bruxelles, il est bon d'exposer les principaux problèmes discutés par la savante assemblée. Ces problèmes ne sont pas tous résolus définitivement, et on devait s'y attendre, car le résultat de telles assises scientifiques n'est souvent pas de trancher les questions, mais de les poser avec netteté et précision. Les discussions en congrès ont surtout pour but d'indiquer les voies nouvelles et de préparer, en éclairant, le travail attentif et calme du cabinet. Le seul point est possible de peser la valeur des arguments, d'éclaircir les points obscurs et d'arriver à la conclusion.

Six questions principales ont été posées dans cet esprit.

1<sup>re</sup> L'homme a-t-il réellement vécu au milieu de l'époque tertiaire ? Plusieurs des spécialistes présents au congrès se sont prononcés pour l'affirmative. Mais il résulte surtout de l'examen qui a été fait des six découvertes par M. l'abbé Bourgeois que de nouvelles recherches doivent être entreprises avant que la science soit fixée sur un point aussi grave pour l'histoire de l'homme. Le gisement des silex en litige a été définitivement reconnu comme incontestable.

2<sup>e</sup> Le mode de formation des vallées et le remplissage des cavernes ont été présentés comme problèmes par une action fluviale. L'étude de ces phénomènes peut être considérée comme le point fondamental

## CONSERVATION PAR LE PROGRÈS

(ANNONCES ordinaires, 30 cent. la petite ligne ; payables (RECLAMES avant les annonces), 1 fr. 50 la ligne (FAITS divers contre le journal), 3 fr. la ligne, d'avance.)  
 Pour les annonces de France, s'adresser, exclusivement à Paris, à M. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 54, ou à MM. LAFFITTE, BULLIER et Co, 8, place de la Bourse.  
 Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HAASENSTEIN et VOGELER, à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Brême, Vienne, Brest, Stuttgart, Strasbourg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève et Lausanne ; en Angleterre, à Londres, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock Row, M. G. STREET, 20, Cornhill, E. C. M. FR. ALCAR, Clements Lane, 8, Lombard st.

4<sup>es</sup> Des rapports entre les tribus des âges de la pierre dans l'Europe occidentale ont été formulés pour la première fois. Les populations de l'époque quaternaire ont été divisées en deux groupes, dont l'un, par le développement régulier de son industrie, serait parvenu au progrès que l'on constate pendant l'âge de la pierre polie, aurait alors envahi les régions belges à cavernes et subjugué nos troglodytes.

5<sup>e</sup> La découverte d'Eysenhausen a donné occasion de reconnaître dans nos régions une influence druse antérieure à la conquête romaine. On a paru disposé à admettre que les rapports de l'Italie avec les pays scandinaves auraient été beaucoup plus tardifs.

6<sup>e</sup> L'opinion que les types anthropologiques de l'époque quaternaire ont survécu et constituent un des éléments essentiels des populations européennes actuelles, a été admise en principe par tous les anthropologistes qui ont pris la parole sur cette question. Le problème des origines européennes se trouve ainsi posé d'une manière toute nouvelle.

## Banque Nationale.

SITUATION HEBDOMADAIRE. — 29 AOUT 1872.

	ACTIF.	PASSIF.
Capital.	25,000,000 00	
Encaisse métall. Espèces et lingots.	132,449,414 05	
Effets à l'encaissement.	4,387,900 05	
Aut. val. sur la Belgique.	231,238,873 66	
Val. comm. sur l'étranger.	23,893,540 88	
Id. remb. en Belgique.	000,000 00	
Billets de banque en circulation.	241,344,930 00	
Fonds publics.	4,464,902 32	
Fonds publics de l'étranger.	16,417,997 25	
Reserve.	16,418,419 34	
Avances sur fonds publics belges.	3,214,660 00	
Comptes.	78,373,597 49	
Comptes d'attente.	55,562,721 52	
Immeubles, mobilier et mobiliers.	3,685,982 48	
Tresor public—Fonds publics déposés.	149,044,943 00	
Frais public.—Dépôts de l'Etat.	149,406,988 00	
Dép. volontaires.	36,893,900 00	
Dépôts.	36,893,900 00	
Valeurs de la caisse générale d'épargne et de retraite.	18,251,751 94	
Conservatoire d'épargne et de retraite.	18,251,751 94	
Divr.	4,438,277 38	
Id. remb. en Belgique.	9,480,192 83	
Tresor français pour dépôts.	9,480,192 83	
	633,370,028 50	633,370,028 50

Le secrétaire, G. VIGNERON.  
 Le gouverneur, EUG. PREVINAIRE.

## Bulletin hebdomadaire

DE LA BOURSE DE BRUXELLES.

Le marché des valeurs à terme a repris cette semaine une certaine animation, grâce au retour de plusieurs gros spéculateurs qui, pendant quelque temps, avaient préféré, avec raison, le repos des champs aux agitations de la bourse.

Les deux emprunts français et les Métalliques donnent lieu à de nombreuses transactions à des cours soutenus ; on fait 85 à 85-15 pour l'emprunt ancien, 88-40 à 88-60 pour le nouveau et 41 pour les Métalliques.

Les Piastres elles-mêmes, sortant de leur sommeil léthargique, se cotent en hausse à 29 3/8 sur de bonnes demandes venues, dit-on, de Madrid.

beaucoup de choses très-bien touchées : un vieux tableau sur un chevalier et un cuir doré d'autre. Que fait cette femme assise devant un pupitre ? Elle prouve que M. Cleyneus ne sait pas dessiner la figure. Cette autre femme qui lit un billet dans *Un Souvenir* confirmerait le fait au besoin ; mais il y a ici un cabinet d'écaillé et une horloge à faire envie aux antiquaires.

M. Koller avait commencé par imiter Leys, par traiter les mêmes sujets de la même manière. Il a resté fidèle au système silex ; mais il a modifié ses procédés d'exécution. Plus dessinateur que le plupart des peintres de la même école, plus expert dans l'art de composer, il a le double tort de ne représenter que des figures absolument dépourvues d'expression et de mettre dans son exécution une propreté ennemie du pittoresque. Tels sont les principaux défauts de ses deux tableaux de cette année : *Hugues Van der Goss* faisant le portrait de Marie de Bourgogne, et *Antoine Fugger*, le célèbre négociant d'Augsbourg, brillant en présence de Charles-Quint, la quittance d'une somme de 800,000 florins que cet empereur lui avait empruntée. Tous les personnages sortent de chez le tailleur et de chez la couturière ; tous les accessoires viennent d'être frottés et polis. C'est à croire que M. Koller vise aux prix d'ordre et de propreté. Il devrait avoir comme peintre d'autres prétentions.

Ce n'est pas M. Henri De Brackeleer qui nettoie les choses à fond avant de les peindre ; il les prend telles qu'elles sont et s'attache à les rendre avec sincérité. Lui ne sait mieux que lui créer l'illusion de l'air et de la lumière, ce qui n'empêche pas qu'il ait des défauts aussi, car il entouche sans se garder de croire les admirateurs enthousiastes qui lui disent qu'il fait des chefs-d'œuvre. On admire, dans le tableau intitulé : *Angers*, la lumière qui pénètre par une immense ouverture, qualifiée de fenêtre, enveloppe la figure de l'ouvrier assis près de cette prétendue fenêtre, glisse sur les boiserie et répand partout ses rayons directs ou ses reflets. Il semble qu'on respire de larges bouffées d'air venant du dehors. D'un autre côté, les fautes de proportions et de perspective se montrent de toutes parts : la tour d'Anvers, qu'on voit au loin, n'est pas daplomb et les reflets des toits rouges sur les vitres de la fenêtre ouverte sont d'une intensité impossible. Le per-

Les élections en Espagne ont été bonnes pour le gouvernement ; de plus on annonce une foule de réformes nouvelles. Mais suffiront-elles pour sauver ce malheureux pays de la catastrophe financière que l'on prévoit : *this is the question*.

En tout cas, une reprise sérieuse sur la dette extérieure nous paraîtrait pour le moment tout au moins prématurée.

Les Paris variables des lignes cédées, qui primitivement ne se traitaient qu'en comptant, ont envahi victorieusement le marché à terme, où on les traite avec un entrain remarquable, ferme et à prime par milliers de pièces. Les derniers cours sont 52-50 pour le ferme et 56, dont 2 pour les primes à fin septembre.

La bourse de Genève les cote officiellement et celles de Francfort et de Berlin ne tarderont pas, paraît-il, à l'imiter. Déjà des achats considérables pour ces trois places s'effectuent chez nous, et, malgré d'énormes réalisations de bénéfices, les demandes, en clôture, étaient loin d'être servies.

L'introduction d'une valeur belge de spéculation aux marchés étrangers est un fait important pour la place de Bruxelles. Jusqu'à ce jour nous avions été forcés, par la nature des fonds que nous traitons à terme, d'obéir à l'impulsion des bourses allemandes ou françaises, de sorte que notre marché, sans initiative aucune, n'était que le reflet des autres places. Actuellement, au moins pour une valeur, il pourra à son tour donner le ton aux marchés étrangers.

Les affaires au comptant continuent à être d'une extrême activité. Ce sont les actions de chemins de fer et les actions industrielles qui ont surtout bénéficié de l'énorme quantité de capitaux encore disponibles, et nous retrouvons la plupart d'entre elles à des prix peut-être exagérés.

En première ligne, il convient de citer les *Deux Rotterdams* qui atteignent, pour les deux émissions, le cours prestigieux de 630. Les nouvelles s'obtiennent à l'émission à 490, avec 80 fr. seulement à verser. Aujourd'hui, il y a preneurs à 650, c'est-à-dire avec 90 fr. de prime ; le capital se trouve donc plus que doublé en quelques mois.

Les *Est-Belge*, délaissées pendant quelque temps à 700, ont repris vivement à 440.

Les *Ville-Montagne* avaient été exclues sans motif appréciable de la faveur dont jouissent les autres valeurs industrielles. Elles viennent de prendre leur revanche, et le mouvement de hausse, pour être tardif, n'en a été que plus accentué. Elles ont monté de 27 fr. en quelques jours ; cette reprise est bien mieux justifiée que celles de Montigny qui, depuis 1870, ne donnent plus aucun dividende et que nous voyons cotées à 365 avec 40 fr. de hausse. Les *Cockerill* ont progressé de 30 fr. à 1,380 et les *Lothi* trouvent acheteurs à 610.

Nos fonds nationaux restent à peu près sans variation : la rente belge 4 1/2, à 102-43 ; le 4 0/0 non libéré, à 101-80, et le 4 1/2 de la caisse d'amortissement, à 98.

Le marché des obligations de chemins de fer est calme : les *Nord-Belge* se traitent à 314 ; les *Centre*, à 277 ; les *Hainaut-Flandre* à 265 et les *Piastres* de Herve à 472-75.

Il y a de bonnes demandes en actions de nos établissements de crédit, notamment en Banque de Belgique qui monte de 80 fr. à 1,095.

La Banque nationale sont en hausse de 40 fr. à 3,425 et les actions rémises de 45 fr. à 365 ; les Banque des travaux publics se maintiennent à 715 et les Banque belge de commerce et d'industrie à 350.

Les obligations étrangères ont un marché assez suivi : les chemins espagnols sont demandés, les *Nord de l'Espagne* à 207 et les *Pampelune* à 150. Les *Dollars 4* série ont un marché courant à 96-25 et les *Badojo*, en hausse de 10 fr., font 175.

Nous avons annoncé dans notre dernier numéro l'émission prochaine du solde des obligations des chemins de fer de la Roumélie, reprises par la Banque de Paris et des Pays-Bas, le baron de Hirsch et la Banque anglo-allemande ; cette émission aura probablement lieu du 1<sup>er</sup> au 5 septembre.











